

gées, si nous voulons faire du Canada un pays prospère. Pour arriver à cela, il faut leur donner l'avantage de faire de la concurrence aux fabriques du pays voisin. Les Etats-Unis ont intentionnellement frappé le Canada, chaque fois qu'ils l'ont pu, dans l'application de leur tarif. Ils ont commencé par l'adoption du bill McKinley. Après qu'il eût été en vigueur durant quelque temps, il fut modifié à l'arrivée au pouvoir de Cleveland, et, pendant quelques années, les choses nécessaires à la vie purent entrer aux Etats-Unis sans être assujetties aux restrictions qui les frappaient auparavant. Le tarif fut modifié quelque peu, de manière à nous donner jusqu'à un certain point accès à leur marché. Plus tard, quand l'administration Cleveland perdit le pouvoir, et que le parti républicain lui succéda, celui-ci, non seulement remit en vigueur la loi McKinley, mais il y ajouta des dispositions encore plus rigoureuses par le bill Dingley. Cela eut pour résultat d'empêcher nos produits d'entrer dans leur pays, depuis un œuf jusqu'à une charretée de paille. Les Américains ne voulaient laisser entrer dans leurs marchés que les choses qu'ils ne pouvaient se procurer qu'au Canada. Je n'ai aucun doute qu'ils voulaient ainsi forcer le Canada à demander l'annexion, qu'ils croyaient que le peuple du pays irait à Washington se mettre à genoux pour demander des concessions, ce qui pouvait amener la réciprocité entre les deux pays.

Le gouvernement canadien a agi autrement. Il a adopté et perfectionné un système d'appareils frigorifiques au moyen desquels les produits périssables de notre pays pouvaient traverser l'Atlantique en parfait état de conservation. Il a fait des arrangements pour l'usage de wagons à compartiments frigorifiques pour le transport du fromage et du beurre et d'autres produits périssables. Ces produits ont été transportés sur les paquebots transatlantiques aux consommateurs anglais en aussi parfaite condition qu'ils étaient au départ. En envoyant en Angleterre des agents de commerce et en nous efforçant d'y trouver des consommateurs pour nos produits, nous sommes devenus indépendants de l'Oncle Sam. Celui-ci peut adopter des bills comme ceux de Dingley et de McKinley. Nous, Canadiens, nous ferons comme bon nous

Hon. M. McMULLEN.

semblera, et si nos affaires sont conduites avec prudence et économie, nous ferons du Dominion un grand pays industriel, nous deviendrons de formidables concurrents, dans différentes industries, pour nos voisins, sur les marchés européens.

Nous ne blâmons pas les Etats-Unis d'avoir fait ce qu'ils croyaient être dans leur intérêt. Ils avaient parfaitement le droit de le faire. Quoi qu'il en soit, ils veulent maintenant que de meilleures relations commerciales existent entre eux et le Canada. Quelques villes et villages des Etats-Unis ont commencé à travailler dans ce sens-là. Ils s'y trouvent de grands manufacturiers qui veulent avoir de nouveaux débouchés pour leurs productions. Ils veulent atteindre de grands centres de consommation, et naturellement, comme le Canada est un de leurs plus importants consommateurs—et je regrette de le dire—ils veulent faire de meilleurs traités avec nous pour l'écoulement ici de leurs productions. En tout cas, s'ils veulent faire plus de commerce avec le Canada, ils le peuvent facilement. Qu'ils abaissent d'abord leur tarif, qu'ils montrent qu'ils sont prêts à traiter avec le Canada d'une manière équitable. Ils doivent faire cela avant que nous abaissions notre tarif. Le tarif qu'ils appliquent contre nous est de 48 $\frac{1}{2}$, pendant que celui que nous appliquons contre eux n'est que d'environ 28.84. S'ils sont disposés à abaisser leur tarif et à faire avec nous un traité équitable, nous pourrions le prendre en considération, mais ce serait agir follement que de renoncer en aucune façon aux conditions avantageuses que nous avons aujourd'hui sur le marché anglais. Nous ne pouvons oublier les choses du passé. Nous avons eu un traité de réciprocité avec les Etats-Unis de 1854 à 1856. Nos voisins abrogèrent ce traité. Nous ne savons pas, si nous abandonnions la position que nous avons sur le marché anglais, pour augmenter notre commerce avec nos voisins, nous ne savons pas, dis-je, s'ils ne feraient pas ce qu'ils ont fait en 1866, s'ils n'abrogeraient pas le traité qu'ils auraient fait avec nous. Il nous faudrait recommencer tout le travail que le gouvernement actuel a fait pour avoir sur le marché anglais les avantages dont nous jouissons aujourd'hui. Je crois que nous devrions continuer à suivre la voie dans laquelle nous sommes engagés, et nous ne pouvons faire cela si nous ne rendons pas